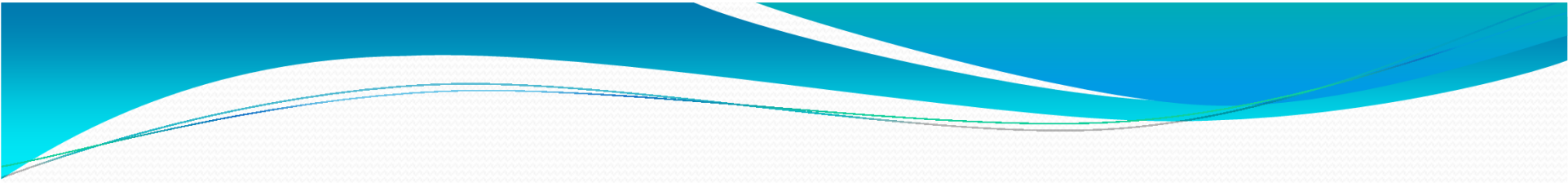




Commission Consultative des
Marchés des Organismes de
Sécurité sociale

PANORAMA DE LA JURISPRUDENCE ET DE LA REGLEMENTATION SUR 2012



AU NIVEAU DE LA REGLEMENTATION

AU NIVEAU DE LA REGLEMENTATION

Une nouvelle circulaire interministérielle NOR : EFIM1201512C en date du 14 février 2012 relative au **guide de bonnes pratiques en matière de marchés** a été publiée au Journal officiel (JORF n 0039 du 15 février 2012 page 2600) qui abroge la circulaire NOR : ECEM0928770C du 29 décembre 2009 relative au guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics.

AU NIVEAU DE LA REGLEMENTATION

La loi n 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives, confirmant le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence fixé par décret (décret n 2011-1853 du 9 décembre 2011 modifiant certains seuils du code des marchés publics) à 15 000 euros, a été publiée au Journal officiel du 23 mars 2012.

La direction des affaires juridiques du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie a publié une fiche technique pour les achats sous le seuil de dispense de procédure.

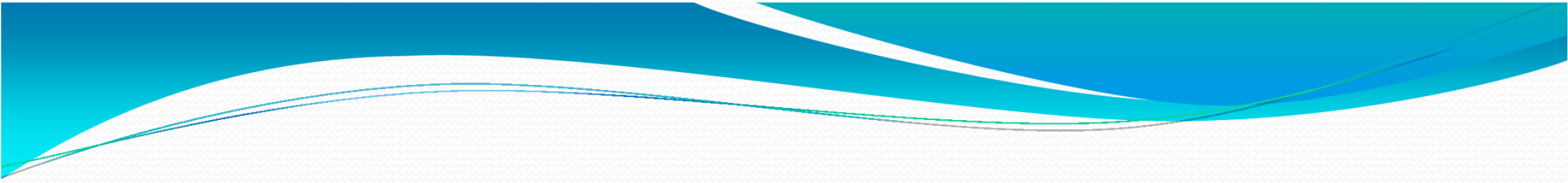
AU NIVEAU DE LA REGLEMENTATION

- Publication de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics
- La Direction des affaires juridiques du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie a publié une fiche sur le mode d'emploi de la signature électronique dans la passation des marchés publics

AU NIVEAU DE LA REGLEMENTATION

Nomination d'un médiateur des marchés publics,
M.BLACHIER, qui sera notamment chargé de :

- Jouer un rôle de facilitateur des relations entre les PME et les pouvoirs adjudicateurs dans le but de régler les litiges pouvant survenir dans la préparation ou l'exécution de marchés publics.
- Recommander des améliorations concrètes dans les pratiques des acheteurs.



AU NIVEAU DE LA JURISPRUDENCE

AU STADE DE LA PHASE D'EXPRESSION DES BESOINS...

**Au niveau de l'élaboration du DCE dans sa globalité:
une définition exacte et préalable des besoins**

- ***TA Montpellier, 4 avril 2012, req.n 1201299, Société Blue Tango Architectures: Une définition imprécise des besoins par le pouvoir adjudicateur justifie une annulation de la procédure.*** Le Tribunal a considéré que la méconnaissance par le pouvoir adjudicateur de son obligation de définition exacte et préalable des besoins constitue une violation des règles de mise en concurrence qui justifie une annulation de la procédure.

AU STADE DE LA PHASE D'EXPRESSION DES BESOINS...

Au niveau de l'élaboration du règlement de consultation et de l'avis d'appel public à la concurrence : l'accès des candidats à la commande publique

- **CE, 13 juillet 2012, req.n 358512, Commune d'Aix-en-Provence:** l'obligation pour les candidats de former un groupement ou de recourir à un sous-traitant ne méconnaît pas les principes de libre accès à la commande publique et d'égalité de traitement des candidats.
- **CE, 9 mai 2012, req.n 356455, Commune de Saint-Benoît:** l'entreprise nouvellement créée doit justifier sa capacité financière par des justificatifs appropriés.
- **CE, 19 octobre 2012, req.n 361459, Ecole nationale supérieure de la Sécurité sociale:** la règle d'incompatibilité de l'activité de contrôle technique avec celle de conception ne concerne que les sociétés assurant exclusivement cette activité de contrôle technique.

AU STADE DE LA PHASE D'EXPRESSION DES BESOINS...

Au niveau de l'élaboration du règlement de consultation et de l'avis d'appel public à la concurrence : la transparence de la procédure

- **CAA Douai, 19 avril 2012, n 11DA00142, Hôpital local de ST-Valery-Sur-Somme:** le pouvoir adjudicateur doit préciser les modalités de mise en œuvre de ses critères d'attribution du marché.
- **CE, 20 juillet 2012, req.n 10NT01815, Société AXIROUTE:** les candidats n'ont pas à connaître les pondérations des sous critères si cela n'est pas susceptible d'influencer la présentation de leurs offres.
- **CAA Lyon, 11 octobre 2012, SAS Faurie, req.n 11LY01982:** les modalités de présentation et d'acceptation des variantes doivent être précisées par le pouvoir adjudicateur.
- **CE, 4 juillet 2012, req.n 352714, Ministre de la défense et des anciens combattants :** les modalités d'analyse des variantes doivent être annoncées par le pouvoir adjudicateur si elles sont susceptibles d'exercer une influence sur les offres des candidats.
- **TA Nice ord., 3 avril 2012, n 1200891, Société Affiliated Computer Service:** le pouvoir adjudicateur doit informer les candidats des modalités pratiques d'organisation de la négociation.

AU STADE DE L'EXPRESSION DES BESOINS...

Au niveau de l'élaboration du règlement de consultation et du cahier des charges: égalité entre les candidats

- **CAA Douai, 29 novembre 2011, n 10DA01501** : l'utilisation du critère de la performance en matière d'insertion professionnelle doit avoir un lien avec l'objet du marché.
- **CJUE, 10 mai 2012, Aff.C-368/10, Commission européenne c/Pays-Bas**: le pouvoir adjudicateur ne peut pas exiger un éco-label ou renvoyer à un éco-label spécifique.

AU STADE DE LA PASSATION DE LA PROCEDURE

Au niveau de l'avis d'appel public à la concurrence:

- **CAA Paris, req. n 09PA05349, 27 mars 2012, OPAC du Département du Rhône:** le pouvoir adjudicateur doit vérifier le contenu de son avis d'appel public à la concurrence tel qu'il a été publié.

Au niveau de l'analyse des offres:

- **CAA Versailles, req.n 10VE03119, 18 octobre 2012, Construction Entretien Réhabilitation du patrimoine :** les erreurs dans le rapport d'analyse des offres peuvent fonder l'indemnisation d'un candidat irrégulièrement évincé.
- **CE, req.n 359706, 26 septembre 2012, Communauté d'agglomération Seine-Eure:** la demande de précision sur la teneur de l'offre n'est jamais obligatoire. Le Conseil d'Etat confirme également que le pouvoir adjudicateur n'a pas à informer pour le critère prix les candidats de la méthode de notation qu'il envisage de retenir et d'utiliser pour évaluer les offres au regard des critères de sélection.

AU STADE DE LA PASSATION DE LA PROCEDURE

Au niveau des demandes de précision:

- **CE, 16 janvier 2012, Département de l'Essonne:** une offre ne peut pas être modifiée sauf en cas d'erreur matérielle
- **CJCE, 29 mars 2012, SAG ELV c/Urad, aff.C-599/10:** le pouvoir adjudicateur doit vérifier la composition d'une offre anormalement basse et peut demander des précisions aux soumissionnaires
- **TA Cergy Pontoise, req.n 1106540, 26 janvier 2012, Sté Paysage Clément :** une erreur sur le prix dans l'offre qui est exclusivement imputable au cocontractant ne constitue pas un vice de consentement de nature à justifier l'annulation du marché ou une offre anormalement basse justifiant la résiliation du contrat.

Au niveau des lettres de rejet aux soumissionnaires:

- **CE, req.n 357617, 29 juin 2012, Société Signature:** le pouvoir adjudicateur doit indiquer avec précision le délai qu'il entend s'imposer avant la signature du marché.

AU STADE DE LA PASSATION DE LA PROCEDURE

Au niveau des compétences:

- **CAA Marseille, req.n 10MA01511, 12 novembre 2012, SAN OUEST PROVENCE:** l'examen des projets d'un concours est l'exclusivité d'un jury. Selon la Cour, si le représentant du pouvoir adjudicateur n'est pas lié par l'avis du jury et s'il lui appartient de recueillir tous les éléments qui lui paraissent utiles avant d'arrêter une décision sur le choix du maître d'oeuvre de la construction projetée, il ne peut faire procéder par un tiers à un nouvel examen comparé des offres qui ait la même nature et le même objet que celui que l'article 70 du code des marchés publics a entendu, pour assurer l'impartialité et la transparence de la procédure, réserver au jury.
- **CAA Bordeaux, 12 juillet 2012, Sté Optima, req.n 2012-020879 :** le coordonnateur est responsable des irrégularités commises lors de la passation d'un marché: Lorsqu'un membre d'un groupement de commande, constitué selon l'article 8 du code des marchés publics, est désigné comme coordonnateur du groupement et est chargé seul de l'ensemble des opérations de sélection du futur titulaire du marché, seul ce coordonnateur peut voir sa responsabilité engagée pour les irrégularités commises lors de la procédure de passation d'un marché.

AU STADE DE L'EXECUTION DU MARCHE

- **CE, 13 juin 2012, n 343788, Société Fouchard et Cie** : le titulaire d'un marché public a droit à une indemnisation intégrale des préjudices subis suite aux retards dans l'exécution du marché imputables au maître de l'ouvrage. La Haute juridiction considère que la société titulaire d'un marché public a droit à l'indemnisation intégrale des préjudices subis du fait de retards dans l'exécution du marché imputables au maître de l'ouvrage ou à ses autres cocontractants et distincts de l'allongement de la durée du chantier lié à la réalisation de travaux supplémentaires, dès lors que ce préjudice apparaît certain et présente avec ces retards un lien de causalité directe.
- **CE, 1er août 2012, req.n 342337, Société Scarpari**: en cas de prolongation de la durée d'exécution des travaux imputables au maître d'ouvrage, le montant de l'indemnisation du retard fait l'objet d'une révision.
- **CE, 16 mai 2012, req.n 345137, Communauté d'agglomération de Rouen-Elbeuf Austreberthe**: les pénalités de retard s'appliquent en cas de travaux supplémentaires si le délai d'exécution initial n'a pas été prolongé.
- **CE, req.n 349107 , 15 novembre 2012, Commune de Dijon**, : une réception des travaux avec réserve exclut la refaction sur le prix.